



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

Arrêté n° 20220704-DEC-DAEN0571 du **01 AOUT 2022**
portant mise en demeure
Société REFRESCO France à Margès (26)

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu les articles R. 515-61, R.515-71 et R. 515-72 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016313-0010 du 8 novembre 2016 autorisant la société REFRESCO France à exploiter une installation de production de boissons non alcoolisées sur le territoire de la commune de Margès ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 202020105-DEC-DAEN0004 du 15 avril 2022 autorisant la société REFRESCO France à exploiter une unité de traitement anaérobie et aérobie de ses effluents industriels sur le territoire de la commune de Margès ;

Vu l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2022 modifiant l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2016 ;

Vu l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2016 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 5 juillet 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 7 juillet 2022 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu la réponse de l'exploitant par courrier du 15 juillet 2022 ;

Considérant qu'au sens de l'article R. 515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale IED est la rubrique 3642 relative au traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives à l'industrie agro-alimentaire et laitière (BREF FDM) ;

Considérant que, conformément à l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées ;

Considérant que les conclusions MTD du BREF FDM sont parues au JOUE du 4 décembre 2019 ;

Considérant que l'exploitant aurait dû déposer son dossier de réexamen IED avant le 4 décembre 2020 ;

Considérant que lors de la visite en date du 30 juin 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'a toujours pas finalisé et déposé son dossier de réexamen IED (BREF FDM) ,
- le dispositif de mesure totaliseur de la quantité d'eau prélevée du réseau d'eau publique n'est pas relevé hebdomadairement ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2022 modifiant l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2016 (article R. 515-71 du Code de l'environnement) et de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2016 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société REFRESCO France de respecter les prescriptions de l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme

ARRETE

Article 1

La société REFRESCO France exploitant une installation de production de boissons non alcoolisées sise 2885 route des Pangons sur la commune de Margès est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R.515-71 du Code de l'environnement en adressant à la préfète un dossier de réexamen (conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF FDM) dans un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

La société REFRESCO France exploitant une installation de production de boissons non alcoolisées sise 2885 route des Pangons sur la commune de Margès est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2016 en relevant hebdomadairement le dispositif de mesure totaliseur de la quantité d'eau prélevée dans le réseau d'eau publique dans un délai de **7 jours** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Drôme (www.drôme.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : www.telerecours.fr

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

Article 6

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant et au maire de MARGES.

Valence, le **01 AOUT 2022**

La préfète,



Pour la Préfète, et par délégation
La Secrétaire Générale

Marie ARGOUARC'H

